

- en avril et mai, la construction de logements a augmenté de 10,1 p. 100 (taux trimestriel) par rapport au premier trimestre, tandis que les ventes de maisons déjà bâties s'accroissaient de 3,1 p. 100 pendant la même période;
- en avril, les ventes au détail ont augmenté de 0,8 p. 100 (taux mensuel).
- Étant donné la réduction substantielle des stocks pendant le premier trimestre, équivalant à 0,7 p. 100 du PIB, la croissance continue de la demande devrait entraîner directement une augmentation de la production.
- Des taux d'intérêt nettement plus bas contribuent énormément à relancer la demande intérieure finale. Les taux d'intérêt à court terme ont chuté de quelque 800 points de base (soit de plus de moitié) depuis les taux record de mai 1990 et ils sont de 300 points de base inférieurs à ce qu'ils étaient il y a douze mois. L'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains s'est resserré sur la courbe de rendement, tout particulièrement pour les effets de commerce à court terme, où il est d'environ 185 points de base par rapport à 286 points de base à la fin d'avril et 330 points de base au début de l'année.
- La reprise de l'économie américaine, de meilleures bases économiques au pays (faible taux d'inflation et productivité accrue) et la baisse des taux d'intérêt que ces changements ont rendu possibles contribueront à relancer la croissance économique soutenue pendant l'année 1992.
- En tablant sur 2,7 p. 100 de croissance réelle pour 1992, le budget de février était en accord avec le consensus régnant dans le secteur privé. Les vérifications subséquentes faites par Statistique Canada ont entraîné un rajustement à la baisse qui a ramené la croissance pour 1992 à 2,3 p. 100. Le ministre des Finances, M. Don Mazankowski, a répété dernièrement que, selon lui, la croissance devrait s'établir entre 2 et 2,3 p. 100 pour l'année 1992.
- Le Fonds monétaire international (FMI), dans *Perspectives de l'économie mondiale* de mai, et l'OCDE dans *Perspectives économiques* de juin, sont d'accord, puisque les deux instances prévoient une croissance réelle de 2,3 p. 100 en 1992, ce qui place le Canada en tête des pays du G-7. De plus, le FMI et l'OCDE prévoient pour 1993 une croissance réelle du PIB canadien nettement supérieure à 4 p. 100 (4,9 et 4,3 p. 100 respectivement), ce qui là encore place le pays devant ses partenaires du G-7.
- Les bases économiques renforcées sur lesquelles se fondent aujourd'hui les perspectives de croissance canadiennes — faible inflation, productivité accrue, coûts plus compétitifs sur les marchés d'exportation — sont le fruit des politiques structurelles et macro-économiques du gouvernement, qui visent à créer une croissance solide et durable. C'est le seul moyen d'avoir une prospérité en constante expansion.